



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Représentation permanente auprès
des Nations Unies

Débat public du Conseil de sécurité des Nations Unies

Maintien de la paix et de la sécurité internationales : conflit et sécurité alimentaire

New York, le 19 mai 2022

Déclaration de S.E. M. Jean Asselborn Ministre des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg

Monsieur le Président,

Le Luxembourg souscrit pleinement à la déclaration de l'Union européenne. Permettez-moi de la compléter par des considérations à titre national.

Je remercie la Présidence américaine du Conseil de sécurité d'avoir organisé ce débat public au niveau ministériel sur un sujet crucial pour la prévention des conflits et la lutte contre les inégalités.

L'insécurité alimentaire, accentuée par les effets néfastes du changement climatique, constitue une menace majeure contre la paix. Elle risque de déstabiliser encore davantage les sociétés fragiles, de pousser des millions d'êtres humains dans la pauvreté et d'attiser ainsi les conflits. A ce titre, la question de la sécurité alimentaire mérite pleinement d'être prise en considération par le Conseil de sécurité.

Nous en voyons aujourd'hui l'illustration dans l'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine. Cette agression a plongé des milliers d'Ukrainiens dans la misère et le désespoir. En bloquant des millions de tonnes de céréales ukrainiennes destinées à l'exportation, la Russie accentue la crise alimentaire qui affecte tout particulièrement les pays et les populations en situation de fragilité en Afrique et au Moyen-Orient, où les récoltes sont déjà durement affectées par l'effet combiné du changement climatique, des conflits et des chocs économiques. C'est la guerre qui est la cause de la crise alimentaire. Ce ne sont pas les sanctions, qui elles sont la conséquence de la guerre.

Monsieur le Président,

La crise à laquelle nous sommes confrontés est complexe et multidimensionnelle : une réponse globale, multi-acteurs et coordonnée est impérative afin d'atténuer l'impact des conflits sur la sécurité alimentaire et d'aboutir à terme à des systèmes de production et de transformation plus durables. Je suis d'accord avec le Secrétaire général qu'il ne devrait pas y avoir de restrictions à l'exportation de denrées alimentaires.

Nous souscrivons pleinement aux principes d'action sur la sécurité alimentaire dans le monde mis en avant par le G7 et nous saluons l'initiative du Secrétaire général des Nations Unies de réunir un Groupe de réponse à la crise mondiale de l'alimentation, de l'énergie et du financement pour identifier des solutions à court, moyen et long terme.

Dans cette logique, le Luxembourg participe aux efforts de l'Union européenne et de la communauté internationale en prenant des mesures décisives pour renforcer la résilience alimentaire et nutritionnelle. Nous soutenons le travail vital effectué dans ce domaine par nos partenaires humanitaires, en particulier le PAM, la FAO et le FIDA, et nous allouons au minimum 20% de notre budget humanitaire annuel à cette fin.

Le Luxembourg soutient résolument des approches de développement multi-acteurs, comme les initiatives « Equipe Europe » ou le Réseau mondial contre les crises alimentaires, qui s'inscrivent dans le cadre de l'atteinte des Objectifs de développement durable et du principe de ne laisser personne pour compte. Nous restons très engagés en soutien à la région du Sahel, qui se voit durement impactée par l'insécurité alimentaire amplifiée par le changement climatique et les effets de la guerre en Ukraine.

À travers ses appuis en matière de coopération au développement et son action humanitaire, notamment dans les domaines de l'agriculture durable, de l'eau et de l'assainissement, et à travers ses investissements dans le développement du capital humain, le Luxembourg continue ses efforts pour renforcer la résilience alimentaire, préserver la paix sociale et, en conséquence, prévenir les conflits dans les pays concernés.

Monsieur le Président,

Une action collective et immédiate à l'échelle mondiale est vitale pour éviter la plus grande crise alimentaire de l'histoire et les bouleversements sociaux, économiques et politiques qui pourraient en découler. Les populations les plus vulnérables en seraient les premières victimes, en particulier les femmes et les enfants.

La faim ne doit pas être instrumentalisée comme arme de guerre, ni en Ukraine ni ailleurs.

Je vous remercie.